

Intervention du Président de la République devant les Ambassadrices et Ambassadeurs de France.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Monsieur le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, merci pour votre présence particulière à nos côtés.
Monsieur le nonce, Monseigneur,
Messieurs les Premiers ministres,
Monsieur le président du Conseil constitutionnel,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Madame la maire de Paris, Madame la secrétaire générale des Affaires étrangères,
Monsieur le chef d'état-major de l'armée de terre,
Mesdames, Messieurs les directrices, directeurs, ambassadrices, ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités. Merci de votre présence aujourd'hui dans cette salle.

Ces dernières années, j'ai eu pour coutume de vous réunir ainsi, et le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a, en effet, changé la date ces derniers temps. Donc, ce discours est aussi pour moi l'occasion de vous présenter avant toute chose mes vœux. Mes vœux pour vous-même, vos familles, vos proches et pour l'ensemble de vos collaboratrices, de vos collaborateurs, partout dans nos ambassades, partout où vous avez à défendre la voix de la France.

Ces dernières années aussi, j'avais pour coutume de faire un discours très long, que je vous faisais subir pendant plusieurs heures, qui visait à couvrir à peu près tous les sujets des états du monde. Donc, cette année, j'ai décidé de ne pas faire un discours. C'est pourquoi, à la demande du ministre, j'ai eu trois tables rondes pour donner des instructions et échanger avec les ambassadrices et ambassadeurs concernés par trois thématiques clés pour l'année qui s'ouvre : les questions européennes ; l'Afrique, avec le sommet, j'y reviendrai rapidement, qui nous attend ; et le G7 et les BRICS. Néanmoins, il a réussi à ce que je fasse tout de même un discours en plus des tables rondes. Donc, je veux simplement vous dire que ceci n'est pas un discours, et ceci a vocation à être très court, en tout cas beaucoup plus court que les années précédentes, c'est aussi pour vous rassurer compte tenu de l'heure qu'il est.

De manière très simple, au fond, les vœux étant prononcés, et ma gratitude, ma reconnaissance vous étant exprimées pour l'action qui est la vôtre, je voulais vous livrer ce matin quelques convictions. Je ne vais pas traiter tous les sujets, toutes les géographies, mais je pense que c'était nécessaire de pouvoir partager quelques convictions dans le moment que nous vivons.

Les constats, nous les connaissons. Je les ai faits longuement, l'année dernière, l'année d'avant. Et en particulier, ce que j'ai dit l'année dernière, je pense, reste totalement valide. Nous sommes dans un monde qui se dérègle, les instances du multilatéralisme fonctionnent de moins en moins bien, nous évoluons dans un monde de grandes puissances avec une vraie tentation de se partager le monde. Je crois que ce qui s'est passé durant les derniers mois ou parfois les derniers jours n'a rien enlevé à ce constat. Et donc c'est le grand risque de l'ordre international dans lequel nous vivons. Les États-Unis sont une puissance établie, mais qui se détourne progressivement de certains de ses alliés et s'affranchit de règles internationales qu'elle promouvait encore récemment, qu'il s'agisse du commerce, de certains éléments de sécurité ou de certaines enceintes. Et la Chine est une puissance toujours montante, qui doit faire le choix de partenariats diversifiés, mais qui témoigne d'une agressivité commerciale de plus en plus désinhibée, et surtout depuis la période de sortie Covid, et qui met à mal aujourd'hui l'économie européenne. Et puis nous continuons d'avoir des puissances de déstabilisation, la Russie, avec l'Ukraine et d'autres géographies, et les ingérences informationnelles et autres, et je pourrais citer l'Iran et plusieurs autres.

Et donc, dans ce monde-là, le grand risque que nous avons face à nous, et ce qui est en train de se passer, c'est un affaiblissement de toutes les instances dans lesquelles nous pouvons régler les questions communes, de toutes les instances de coopération. C'est un risque d'affaiblissement de notre Europe qui, face à cette brutalité et la loi du plus fort, serait le dernier espace où on continue de rappeler les règles du jeu que les autres n'appliquent plus. Ce serait ce risque d'effacement que certains voient venir ou dénoncent. Ce que je disais l'année dernière sur l'internationale réactionnaire reste vrai. Et je crois même qu'il y a aujourd'hui un processus, pour certains assumé, de recolonisation.

Au fond, nous nous sommes pris dans un espace du jeu très étonnant où nous, Français et Européens, nous subissons des discours anticoloniaux qui ne correspondent plus à des réalités, à notre pratique, et nous subissons une agressivité néocoloniale de certains. Mauvaise situation, pourrait-on dire. Je crois que si nous montrons de la constance, de la détermination et de l'action, elle peut être féconde. Mais il va falloir beaucoup d'endurance. Dans ce contexte, je pense qu'il y a deux comportements qui ne nous correspondent pas. C'est-à-dire, face à ceux qui voudraient voir revenir la loi du plus fort, désinhibés, les suivre bêtement, ce n'est pas notre intérêt, ça c'est le choix de la vassalisation heureuse, ce n'est pas le nôtre. Il ne correspond pas ni aux intérêts, ni aux valeurs de la France et de l'Europe. De l'autre, il y a un choix aussi qui pourrait être tentant, qui est celui de dire, qui est le choix moral, de dire on n'y peut plus rien, mais on va continuer de dire ce qui est bon. C'est le choix de l'impuissance, ça n'est pas non plus le nôtre.

Le seul qui me semble tenable, possible, c'est d'assumer que nous sommes dans un moment très difficile de l'ordre du monde, qui se dérègle, la loi du plus fort cherche à s'imposer, où les règles d'hier sont de plus en plus fragilisées, mais au fond de se dire que nous sommes bien plus forts que beaucoup ne le croient, si nous savons nous unir davantage, et que le cœur de notre action, c'est de continuer à nous renforcer, c'est d'avoir plus de logique de puissance pour la France et pour l'Europe, c'est d'assumer de défendre complètement nos intérêts, et c'est de continuer à défendre notre influence partout où le multilatéralisme efficace peut être défendu, et d'assumer cette ligne totalement.

Ma conviction, en vous livrant juste ces quelques axes en ce début d'année, c'est de vous dire que nous ne sommes pas là, nous, ni vous en tant qu'ambassadrice, ambassadeur ou directrice et directeur ou ministre et votre serviteur, nous ne sommes pas là pour nous lamenter sur l'état du monde ou pour le commenter. Nous sommes là pour agir. Et il y a un chemin d'action dans le monde tel qu'il est en train de se jouer. Nous avons énormément d'atouts dans celui-ci, parce que nous avons continué de nous réarmer bien avant les autres, parce que nous avons une indépendance stratégique militaire bien supérieure à beaucoup, et c'est une force, parce que nous avons une culture stratégique qui est là et qui est forte, et parce que notre agenda européen, je vais y revenir, s'est imposé ces dernières années, et parce que nous avons aussi un statut diplomatique dans ces instances un peu particuliers, qui est une opportunité unique pour nous. Simplement, il faut peut-être bousculer quelques-unes de nos habitudes, améliorer quelques-uns de nos points, je vais y revenir, mais agir de manière pragmatique dans cet environnement.

Au fond, il faut assumer pleinement notre ambition diplomatique dans la partie qui se joue aujourd'hui, qui doit être de défendre nos intérêts, notre influence, et de ne rien céder ni à la vassalisation d'un côté, ni en quelque sorte à l'idée que nous devrions devenir une puissance morale impuissante. Non.

Alors, pour tout ça, les quelques points que je voulais faire et développer, d'abord, c'est se dire comment on développe et on renforce nos intérêts. Le premier de nos intérêts, c'est la paix, la sécurité, et au fond, ces dernières années ont été mis à risque par l'agression russe en Ukraine. C'est quand même le sujet le plus fondamental pour nous, aujourd'hui, Français et Européens. Donc je vous remercie de l'action collective. La démonstration qui a été faite il y a 48 heures à Paris avec la coalition des volontaires, l'Ukraine et les États-Unis d'Amérique, montre qu'il y a la possibilité d'une action utile. Donc nous avons raison d'aider l'Ukraine, nous continuerons de le faire et nous avons pris des décisions importantes en Europe en fin d'année dernière. Nous continuerons de renforcer cela et, là aussi, réveillons-nous. Aujourd'hui, la totalité de l'aide financière à la résistance ukrainienne, elle est fournie par les membres de la coalition des volontaires. La totalité. Il y a des dépendances qui existent, capacitaires, à l'égard de certains, dont les États-Unis d'Amérique, mais plus financiers.

Ce que nous avons fait, regardez d'où nous venons, dans ce monde qui paraît en désordre, où il y a cette culture de l'événement de chaque jour. Il y a un an, au moment où je vous parlais, on se disait : on ne sait pas si les Américains ne vont pas nous lâcher, ils disent qu'ils vont régler cette guerre en un quart d'heure, on ne saura pas aider l'Ukraine sans eux, on ne peut pas faire la paix. En février, la réunion au Bureau ovale dont tout le monde se souvient, on lance en février la coalition des volontaires. Elle s'est réunie à Paris. On a consolidé quelque chose d'inédit, donc c'est possible. Et à travers cette coalition, on défend nos intérêts, c'est-à-dire nous, Européens et alliés qui nous rejoignent — et je veux saluer le rôle de la Norvège, évidemment, du Royaume-Uni et du Canada, présents au niveau primo-ministériel à Paris il y a 2 jours — on apporte toute l'aide aujourd'hui et on a bâti les garanties de sécurité pour le jour d'après la paix. C'est une vraie révolution de la culture stratégique européenne. Et nous devons continuer cet effort patiemment. Nul ne sait dire quand la guerre finira. Nous accompagnons les efforts diplomatiques américains et je salue ces efforts et ce que fait la diplomatie américaine. Mais nous avons réussi à ce que ces efforts soient recentrés et que nos intérêts soient pris en compte. Ça ne peut pas être la capitulation de l'Ukraine. Ça ne peut pas être le sacrifice d'intérêts européens. Notre sécurité, elle est prise en compte par cette coalition des volontaires. C'est une véritable révolution stratégique, capacitaire, et d'organisation commune que nous avons menée dans l'année qui vient de s'écouler.

Ceci, on va le consolider parce qu'il faut, sur ce sujet, avoir de la patience stratégique. Il faut souhaiter chaque jour la paix, tout faire pour la bâtir, mais force est de constater que là aussi, depuis que les États-Unis ont relancé ces initiatives diplomatiques depuis un an, il apparaît que la Russie ne veut pas véritablement la paix tout de même. Alors on peut essayer de s'en convaincre, mais ils n'ont pas apporté toutes les preuves. Donc il faut continuer l'effort de guerre, et jusqu'au bout. Ça, c'est pour moi le pilier fondamental. Défendre nos intérêts, c'est ça, ce que la diplomatie française et les armées françaises ont fait avec la coalition des volontaires, un état-major conjoint à Paris, copiloté en franco-britannique, un rôle du E3 assumé en pilotage stratégique, c'est un vrai réveil. C'est une consolidation. C'est notre action commune. C'est très loin de l'avis de tous les commentateurs. Ce n'est pas notre boulot de commenter, je le redis. Ça, c'est très bon.

Deuxième chose, c'est l'Europe de la défense qui vient consolider cela. Rappelez-vous, quand on a commencé à parler d'Europe de la défense, c'était un mot interdit. Les gens nous disaient : oh là là, vous allez casser l'OTAN. Pilier européen de la défense, il fallait négocier des semaines pour obtenir cette mention. Depuis 2022, on a réussi une révolution, là aussi stratégique. L'autonomie stratégique européenne est assumée depuis la présidence française de l'Union européenne. Elle se décline en actes et l'Europe de la défense est une réalité. Elle a été consacrée par le sommet exceptionnel en mars dernier. Elle s'est traduite par des livres blancs, un travail de la Commission européenne, une remobilisation, un réveil de l'Agence européenne de défense, et puis aussi des instruments de financement qui ont été conçus par les Européens, avec une préférence européenne que nous avons défendue, assumée. Formidable avancée des dernières années, et tout particulièrement de la dernière année. Ce réveil de l'Europe de la défense est fondamental.

Maintenant, j'attends de nous, collectivement, qu'on fasse deux choses. 1) Qu'on le décline sur le plan capacitaire. Que nos armées, la DGA, nos industriels de défense se disent « comment je pense en européen », là où nous continuons, nous, à penser trop souvent en français. 2) Que partout dans les ambassades, vous alliez essayer de trouver les partenaires possibles et qu'on développe vraiment les prospects dans l'industrie de défense. On a mis de la préférence européenne, on a mis des instruments, on a été aux avant-postes de cette ambition. Il faut que ce soit une formidable opportunité pour plus d'innovation, de technologies de défense, de création européenne pour nous dérisquer des Américains et être plus autonomes. La deuxième chose, pour avoir plus de gains commerciaux pour nos entreprises. L'Europe de la défense doit être une terre aussi de conquête et de création de valeur.

La deuxième chose, ce sont nos intérêts économiques qu'on veut défendre. Et là, on a un double problème : l'agressivité chinoise et les tarifs américains — j'ai dit que je ne ferais pas un long discours, donc je vais plutôt droit au but — et c'est un gros problème d'avoir les deux en même temps. Ce problème n'a pas été assez pris en compte, en réalité, par beaucoup. La réalité, c'est que même les pays qui avaient un excédent commercial avec la Chine sont en déficit commercial avec elle. La réalité, c'est que même notre partenaire allemand qui a formidablement réussi ces dernières années, depuis cette année, est en déficit commercial avec la Chine. Que l'année dernière, 50 000 emplois industriels en Allemagne ont été détruits, largement par cette agressivité chinoise.

Alors, c'est le fruit de leur travail, de certains déséquilibres, j'y reviendrai. Au fond, le rapport DRAGHI que nous n'avons pas tout à fait appliqué, il est déjà caduc, pour partie, parce qu'il n'avait pas pris en compte cette accélération du monde. Depuis les rapports DRAGHI et LETTA, il y a deux choses qui se sont passées. La Chine va beaucoup plus vite et plus fort. Elle nous taille des croupières dans la machine-outil, dans l'industrie, y compris en Europe. La deuxième chose, c'est que face à cette situation, les Américains ont décidé de mettre les tarifs, y compris aux Européens. Ce n'était pas attendu, mais ça a été l'approche.

Face à ça, notre agenda économique pour défendre notre intérêt doit être très simple. Le premier, c'est la protection. Ça n'est pas le protectionnisme, la protection. Mais c'est assumer que nous ne sommes pas simplement un marché qui doit s'intégrer, mais une puissance industrielle, commerciale, douanière, qui doit aussi se protéger face aux règles déloyales. C'est un vrai changement de logiciel. Il a commencé à être à l'œuvre. Ce que je décrivais comme des succès européens en matière d'Europe de la défense, nous les avons aussi sur cet agenda. On commence à les avoir. Là où on était totalement isolé quand on parlait de protection, de préférence européenne, ces derniers mois, la Commission européenne a commencé à changer son agenda. Regardez sur l'acier, regardez sur l'automobile. C'est une vraie petite révolution conceptuelle qui est en train de se faire. Il faut l'accélérer en actes.

Au fond, nous, Européens, il nous faut accepter de mieux protéger nos frontières pour favoriser les acteurs avant tout. Quand on a, et c'est donc très simple, des mesures de sauvegarde, des clauses miroirs, quand on impose à nos producteurs des règles, que va-t-on, dans le même temps où on accroît leurs règles, ouvrir à des marchés qui ne les respectent pas ? On n'obtient pas l'adhésion massive de nos producteurs en faisant ça. Et le bon sens conduit plutôt à les écouter quand même sur ces sujets. Donc nous sommes aujourd'hui, en Europe, une puissance qui régule trop ses propres acteurs et qui ne protège pas suffisamment son économie des acteurs étrangers, surtout quand il y a une concurrence déloyale.

Donc l'Europe qui protège, c'est le premier pilier de la stratégie. C'est la préférence européenne, c'est des clauses de sauvegarde et c'est des vrais mécanismes de protection de nos intérêts. C'est de penser l'Europe, pas simplement comme un marché pour lui-même, mais une puissance commerciale de 450 millions d'habitants et de consommateurs qui veut bâtir des accords et des bons accords. L'Inde est un bon exemple de ce qu'on veut continuer de faire sur beaucoup de sujets. Mais on veut respecter les autres et être respecté. Ce que je dis n'est rien d'autre, par exemple, que ce que font ensemble le Canada, le Mexique et les États-Unis pour eux-mêmes. Ce n'est pas un gros mot. Mais faisons-le. Si on ne le fait pas très rapidement, la désindustrialisation européenne sera massive. Elle est en cours et elle s'est accélérée depuis l'année dernière.

Donc la clé, les constats étant posés, c'est d'accélérer cet agenda. Une des priorités européennes pour nous, c'est évidemment la construction d'un budget qui tienne ça en compte, mais le déploiement d'une politique de protection et de préférence européenne accélérée dans cette année. Ce qui va avec aussi, c'est une plus grande simplification et compétitivité des Européens. Donc continuer l'agenda de simplification, de marché unique, marché unique des capitaux, parce qu'il faut vraiment que cette Europe à 450 millions, elle existe, elle soit plus réelle. Aujourd'hui, il y a encore trop de divisions dans cette Europe. Et tout cet agenda — merci Monsieur le vice-président de le porter — c'est un agenda de simplification, de compétitivité de notre Europe, qui est essentiel, surtout si on veut se réaligner avec les États-Unis. Donc là, il faut sans relâche le faire. Nous l'avons porté, nous continuerons de le porter.

Le troisième pilier, c'est un pilier d'investissement dans l'innovation. Dans nos budgets nationaux, mais surtout le budget européen, on doit investir beaucoup plus dans l'innovation : l'IA, le quantique, le spatial, les green tech. Dans ces verticales, l'Europe a des cartes en main. Mais elle est fragilisée par un sous-investissement public et privé. Nous devons investir beaucoup plus vite et beaucoup plus fort pour défendre nos intérêts. Face à ça, ce que je vous demande, c'est de porter cet agenda à Bruxelles, de le porter dans les capitales, mais, là aussi, de le décliner en actes. Nous avons besoin de relancer massivement nos diplomatie économiques et commerciales en Europe, pour ce faire. Parce qu'à mesure qu'on bâtit une Europe qui protège mieux son marché, il faut pousser nos acteurs industriels et économiques à faire encore davantage dans le marché européen. Et aujourd'hui, en particulier dans certaines régions de l'Europe ou dans certains pays, il y a un sous-investissement qui s'était installé. On l'a réveillé dans plusieurs pays où les partenariats bilatéraux ont été relancés. Il est fondamental d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. En tout cas, nos intérêts technologiques, économiques, stratégiques sont une priorité de notre diplomatie, en Européens, dans le contexte que je viens d'évoquer.

Troisième élément, c'est évidemment notre agenda démocratique, intellectuel. Face à ce désordre du monde, le risque pour les Européens, c'est d'être sous les coups de boutoir : d'un côté, de régimes autoritaires, et de l'autre côté, des algorithmes de quelques-uns, si je puis m'exprimer ainsi. J'avais longuement développé l'année dernière, je ne vais pas y revenir. Nous allons continuer de poursuivre un agenda, à la fois de protection de nos enfants et de nos jeunes, le Gouvernement aura présenté un texte et des initiatives en la matière, mais aussi de protection de ce que sont les valeurs et l'espace démocratique européen. C'est-à-dire l'indépendance académique, la liberté de la science et la possibilité d'avoir un espace informationnel maîtrisé où les avis peuvent s'échanger totalement librement, mais où les choix ne sont pas faits par les algorithmes de quelques-uns. Donc le DSA et le DMA sont deux régulations à défendre, à consolider. Le Bouclier démocratique européen que prépare la Commission européenne aussi, et nous continuerons, en France, de prendre des initiatives sur cet agenda qui est clé.

Je ne veux pas aller plus loin, mais vous le comprenez donc, le premier axe, c'est vraiment celui de nos intérêts sécuritaires et militaires, économiques, technologiques, et donc démocratiques et intellectuelles. Dans ce contexte-là, d'agir en Européen, d'assumer ce discours de puissance et d'assumer les résultats qu'on a eus.

Je le dis avec force, ces dernières années, l'agenda français a réussi à s'imposer en Europe. Les textes changent, les méthodes changent. On a maintenant deux défis : que ça accélère, que ça soit beaucoup plus rapide et que nous en tirions le maximum de bénéfices possibles en étant beaucoup plus actifs, en particulier nos acteurs industriels, nos acteurs économiques et notre diplomatie économique pour relayer tout cela.

Deuxième élément que je voulais souligner, c'est celui de notre influence dans ce contexte. Au fond, dans ce monde en désordre que j'évoquais, face à des puissances très agressives, nous, nous croyons dans la consolidation de partenariats, on l'a plusieurs fois dit. Mais on n'a pas fait que le dire, on l'a fait en acte. Je veux ici les défendre, en défendre la philosophie et l'efficacité.

La coalition des volontaires, c'est un partenariat en matière stratégique et de défense, pertinent, qui aura de l'avenir, qui, au fond, fait que notre sécurité et notre défense n'est pas que de l'OTAN, et qui a acté un partenariat stratégique et de défense pour la France et les Européens à nouveau.

On a bâti un autre grand partenariat géographique ces dernières années, qui est l'Indo-Pacifique, qui a été lancé en 2018 en Inde, Monsieur le ministre, et aujourd'hui on a consolidé des partenaires, l'Inde, l'Indonésie, l'Australie, plusieurs autres, qui sont des partenaires inédits en termes de défense, de sécurité, en termes d'intelligence artificielle, en termes d'économie, en termes de climat et de transition climatique, solides. Ce partenariat canado-pacifique, c'est une certaine lecture du monde, la nôtre. C'est celle d'ailleurs qui, avant même ces dérèglements, a dit aux uns et aux autres : nous ne voulons ni être les vassaux des uns, ni être en confrontation avec les autres. Mais on croit, au fond, à cette troisième voie respectueuse des souverainetés et des équilibres dans laquelle on construit des alliances nouvelles. Regardez les chiffres, ça marche. Engagez-vous à plein dans cette stratégie, et il nous faut la consolider.

Troisième élément, on a à bâtir, à consolider un nouveau partenariat, on le voit bien, autour de la Méditerranée. Les difficultés, je n'y reviendrai pas, des uns avec les autres, ont rendu plus compliquée cette tâche, mais les formats sont restés. Je veux dire la solidité aujourd'hui de l'amitié avec l'Égypte, la force de notre politique avec le Liban, et nous continuerons en organisant les conférences pour les Forces armées libanaises et pour la reprise aussi économique du cher Liban, la remontada formidable de notre diplomatie avec le Maroc et la construction aujourd'hui d'un lien extrêmement fort. Et donc on a des axes très solides. Le choix diplomatique de la France l'année dernière de reconnaître l'État de Palestine, de lancer une initiative qui a entraîné une dizaine de partenaires derrière nous, d'assumer ce choix malgré les tensions et cette loi du plus fort, de le porter avec la déclaration de New York, nous a redonné une crédibilité au Proche et Moyen-Orient et dans la Méditerranée, et même au-delà, inédite ; et qui correspond à l'image historique de la France. Nous avons, en termes de partenariat, à réinvestir cette région dans les mois et l'année qui vient, et c'est pour moi un des axes forts que j'attends de vous.

Il y a des situations qui restent très instables, j'ai promis de ne pas être trop long, mais je crois à la solidité et au potentiel de celles-ci, y compris avec plusieurs partenaires du Golfe, qui sont aujourd'hui des partenaires stratégiques, économiques et militaires solides.

Quatrième grand partenariat qui est le nôtre et qu'il faut consolider, c'est celui avec l'Afrique. Je viens d'avoir une réunion de travail, et donc je ne serai pas long. On a complètement changé le logiciel depuis le discours de Ouagadougou. C'est un partenariat d'égal à égal. On a revu, et on a eu raison de le faire, nos bases militaires. Ça a été vu comme un abandon. Détrompez-vous. On a fait avec constance les choses. On a rééquilibré le partenariat. On a enlevé la composante militaire qui n'était plus comprise par les pays et les jeunes. On a rebâti un partenariat militaire qui est pertinent et qui a montré sa force et sa pertinence au Bénin et qu'on est en train de construire avec plusieurs autres pays.

Nous l'avons fait sur des nouvelles thématiques, l'entrepreneuriat, la jeunesse, les industries culturelles et créatives, le sport. On a un agenda mémoriel et culturel totalement inédit qui a permis de rééquilibrer totalement les choses. On veut mobiliser nos diasporas encore davantage. Le partenariat africain est clé. Il faut en 2026 qu'on aille au bout de ce travail, avec une politique beaucoup plus ambitieuse sur nos diasporas, ça fait partie des objectifs que j'ai donnés, avec le sommet de Nairobi qui se tiendra au mois de mai prochain, et qui est un rendez-vous très important, qui permettra d'incarner cette véritable révolution de l'approche, de mettre au cœur nos partenariats justement dans l'économie, l'entrepreneuriat et les ICC, de mettre au cœur les acteurs africains, et qui se tiendra pour la première fois, non seulement à Nairobi, mais j'y ai invité le Premier ministre Modi à mes côtés, et le chancelier Merz. Ce qui montre aussi le changement de l'approche et de logiciel.

Sur l'Afrique, allons au bout de la logique, montrons l'efficacité, consolidons nos partenariats. Je ne suis pas évidemment exhaustif, j'ai cité le Maroc, j'aurais pu évoquer la force de la relation aujourd'hui avec le Nigéria ou l'Afrique du Sud, et celle avec le Kenya, telle qu'elle est incarnée, et nous continuerons de suivre évidemment les grandes crises du Soudan et de la Corne de l'Afrique, aux Grands Lacs. Mais cette stratégie et ce partenariat africain, c'est une des priorités de 2026 parce que nous avons à y tirer nos intérêts, notre influence, notre crédibilité, grâce là aussi aux choix diplomatiques que nous avons faits et à cet investissement des dernières années. Je vous demande de le relayer dans toutes les ambassades en Afrique et ailleurs.

Et là où nous avons besoin d'améliorer les choses, c'est dans l'implication du monde économique en Afrique. Nous faisons méthodiquement, pour ce qui est de l'économie, l'exact contraire de ce que je viens de dire. C'est-à-dire, à mesure que nous avons complètement réinventé la relation diplomatique pour la rendre plus intelligible, trop de nos groupes se sont désinvestis du continent africain. Je demande à ce qu'on apporte des réponses sur les sujets financiers. Il y a 15 ans, nous étions une puissance bancaire et financière en Afrique. Tout le monde a vendu. La faute à qui, à quoi ? Les régulations, nous dit-on. Très bien, c'est qu'elles sont idiotes. Parce que la vérité, c'est que c'est repris par d'autres. Il y a une pusillanimité de beaucoup qui n'est plus compréhensible.

J'ai demandé là-dessus au ministre de vraiment revoir les choses en profondeur et au fond, amenons des groupes français de plus en plus nombreux en Afrique, mais amenons ceux qui ont faim. Ceux qui ne se comportent pas bien et ceux qui n'ont pas faim, il ne faut plus les emmener. Par contre, il y en a beaucoup, des PME, des startups, des ETI qui ont envie de bien travailler de manière respectueuse dans cet esprit de partenariat, il faut y aller à fond. En tout cas, c'est un partenariat auquel je crois, dans lequel on a démontré l'efficacité, sur lequel il y a une bataille des narratifs, il est fondamental. Et donc là, il faut continuer d'avancer. Je ne suis pas exhaustif sur les partenariats, mais c'est ceux sur lesquels je voulais tout particulièrement insister.

Le troisième élément, après nos intérêts, nos partenariats d'influence, c'est évidemment les instruments de cette influence et de nos intérêts. Il y a deux points que je voulais ici mentionner de manière extrêmement rapide, sur lesquels je demande aux ministres d'avancer. C'est d'abord consolider tout ce que nous avons fait sur l'influence, justement, la lutte contre la désinformation, sous l'autorité du Premier ministre, et je le remercie, il y a un très gros travail qui est fait. Il est d'ailleurs diplomatique, il peut être militaire, il est très interministériel. On ne doit pas perdre cette bataille des narratifs. Les intérêts de la France, son influence se défendent aussi dans les récits qui sont faits, dans la lutte contre la désinformation partout et dans la défense de ce que nous faisons. Et au fond, on s'interdit de défendre ce qu'on fait. L'honnêteté m'oblige à constater que beaucoup d'acteurs français se sentent interdits, parce qu'ils sont Français, de défendre la France, ses intérêts, ou la bonne action des Français. Ça me surprend toujours, mais enfin, voilà, je constate que c'est comme ça.

De l'autre côté, on est massivement attaqué par des gens qui nous reprochent d'être des anticoloniaux, au moment où on fait tout ce que je suis en train de raconter, pardon, d'être des nouvelles puissances coloniales, et s'appuient sur un discours très anticolonial, et du coup très anti-européen, anti-occidental, anti-français, en mélangeant tout. On doit absolument mener cette bataille. On a construit les instruments. Il y a un très gros investissement qui a été fait. Je souhaite qu'on aille beaucoup plus loin.

La deuxième chose, c'est que je demande vraiment aux ministres, aux ministres délégués de renforcer la diplomatie économique. J'ai parlé de l'Europe et de l'Afrique, mais plus largement, je souhaite qu'on puisse avoir et bâtir un agenda beaucoup plus volontariste de souveraineté, de production, de diversification de nos débouchés, de nos approvisionnements, et donc, au-delà de la réforme de la direction de la diplomatie économique, qu'on bâtisse une stratégie pays-secteur beaucoup plus claire et offensive sur ce volet-là, dans le contexte nouveau que nous sommes en train de connaître. Et plus largement, je souhaite que sur nos partenariats, on revisite aussi les méthodes et moyens et parfois les instruments qui sont à bâtir, même si je veux ici saluer le travail de Business France, de tous ses partenaires et des acteurs auprès d'elle, qui est absolument remarquable en la matière et a permis d'avoir des résultats, et en termes d'attractivité, et en termes d'export, tout à fait remarquables ces dernières années. J'y suis beaucoup revenu ces derniers temps, donc je n'irai pas plus loin.

Le dernier point que je voudrais faire, c'est celui sur la coopération internationale, et au fond, dans ce temps de retour de la loi du plus fort, qu'est-ce qu'on fait du multilatéralisme ? J'ai ici constamment été l'avocat à vos côtés, et vous avez été constamment les acteurs de ce multilatéralisme efficace. Il se trouve que j'y crois, je continue d'y croire, et je pense que ce qui est en train de se passer valide plutôt cette approche. Et je vais essayer ici de dire quelques convictions et quelques rendez-vous de l'année qui vient. En effet, je pense que notre intérêt et la maximisation de notre influence passent par aussi la défense du multilatéralisme.

Quand je défends le multilatéralisme, ce n'est pas pour défendre une idée que je trouve bonne, intelligente, c'est aussi le cas. C'est parce que je pense que la place qu'on y tient, le rôle qu'on y a historiquement et qu'on y a eu ces derniers temps, est bon pour nous et donc que c'est notre intérêt de défendre ce multilatéralisme efficace. Là aussi, face au discours ambiant complètement défaitiste ou sidéré par le choc du monde chaque jour, enfin, regardons ce qu'on a réussi à faire tous ensemble, les succès de la diplomatie française l'année dernière. Un sommet de l'Intelligence artificielle, le monde entier est venu à Paris. On a avancé là-dessus et on l'a co-présidé avec le Premier ministre Modi. Et le mois prochain, je serai en Inde pour faire la suite. On a bâti, justement, dans ce rapport franco-indien, un agenda international qui est la structure d'un multilatéralisme efficace sur l'intelligence artificielle, qui croit dans l'innovation, mais qui veut aussi des justes régulations et qui ne veut pas déléguer aux grandes puissances un peu gloutonnes la totalité de cet agenda. C'est une réussite de notre diplomatie, du travail avec nos grands partenaires. Nous avons tenu le sommet des Océans. Mais ne sous-estimez pas le succès pour la diplomatie française que c'est. Le traité sur la régulation de la haute mer était attendu depuis des décennies. Il a été signé grâce à votre travail collectif, et je vous en remercie, il y a presque deux ans. Mais la dernière fois, on avait mis douze ans à ratifier un tel traité. Il a été ratifié grâce à la diplomatie française et grâce à Nice. Surtout, on a construit, là aussi, des alliances pour les aires marines protégées, pour protéger les fonds marins et donc pour consolider ce fameux traité dit BBNJ.

Donc, il y a un chemin pour le multilatéralisme. Juste, il faut s'engager. Il faut trouver des alliés. Et au fond, il faut respecter tout le monde et se dire que ceux qui sont un peu écrasés par ce duopole ont envie de retrouver des voies respectueuses qui leur donnent une place. Ce qu'on a fait pour l'intelligence artificielle, comme ce qu'on a fait pour les océans, c'est justement d'être cette puissance d'équilibre qui bâtit un multilatéralisme efficace et qui va rattraper beaucoup de pays qui veulent être respectés, qui veulent une mondialisation avec des règles du jeu claires, qui ne veulent pas subir la loi du plus fort et qui partagent certains de nos intérêts et certaines de nos valeurs, même si on n'est pas d'accord sur tout. Donc, ça fonctionne. Et je vais le dire ici en défendant l'action qui a été la vôtre ces dernières années.

Donc, nous allons continuer de faire cela. D'abord, en continuant de consolider certains instruments de notre agenda et de ce multilatéralisme efficace dans quelques domaines. On va continuer de le faire sur les questions climatiques, et de biodiversité, en parachevant le travail qui a été fait sur la biodiversité en franco-britannique avec beaucoup de partenaires, en avançant sur l'agenda de la lutte contre le plastique, qui est pour moi une des priorités de l'année 2026, il ne faut pas lâcher cela, et en continuant de consolider, comme on l'a constamment fait ces dernières années, l'agenda climat-biodiversité, y compris avec ces initiatives concrètes que sont les One Planet Summit, qui sont ce multilatéralisme efficace, multi-acteurs.

Deuxième chose, on va le faire sur la santé, qui est un élément clé de notre stratégie, parce que nous avons contribué à bâtir cette approche One Health, et au moment où l'OMS est bousculée, menacée, la consolider et rassembler tous les fonds verticaux de tous les pays. Au sommet de Lyon en avril sera un moment très clé et très important de cette défense du multilatéralisme efficace sur les questions de santé, à Lyon en avril. On va le faire, je le disais, sur l'intelligence artificielle avec l'Inde en février, et on va continuer de le faire sur les minerais critiques, terres rares et matériaux, là aussi pour essayer de bâtir des alliances concrètes, coopératives. On a commencé à le faire en G7. Nous sommes dotés d'une stratégie européenne, mais il faut être beaucoup plus inclusif et essayer, là aussi, progressivement, de la mondialiser.

Et puis, à côté de ça, on a des rendez-vous qui vont imposer un agenda et une certaine lecture des choses. Et évidemment, la présidence française du G7 va nous mettre au cœur de ce rapport au multilatéralisme et donner un rôle singulier. Et je veux juste vous dire en deux mots comment je vois cela. Elle se tiendra donc à Evian en juin prochain. Je veux remercier toute l'équipe, son secrétaire général et toutes les équipes qui le font, mais aussi toutes les ambassades qui pilotent ce travail. Le cœur de notre objectif pour la présidence du G7, ce sont précisément les déséquilibres mondiaux, et c'est de démontrer qu'on a une réponse face à ces déséquilibres macro-économiques internationaux. C'est retrouver d'ailleurs l'essence de ce qu'est le G7, mais le cœur aussi de ce que sont nos problèmes. Parce que toute cette conflictualité que j'évoque, tout ce que nous subissons aujourd'hui, c'est lié à quoi ? Des États-Unis qui ont des déficits jumeaux, commerciaux et budgétaires. Une Europe qui n'investit pas assez et qui a un problème de niveau d'innovation et de croissance. Et une Chine qui produit beaucoup, mais qui sous-consomme localement.

La seule manière de répondre à ces déséquilibres, elle est coopérative. Si on y répond par une guerre tarifaire et une guerre de la surproduction, on n'a aucune chance de régler ces sujets. Et donc, ce que nous sommes en train de faire, c'est d'abord de bâtir de la convergence intellectuelle et politique entre les partenaires, et d'essayer de trouver les réponses coopératives. Et donc de réengager les Chinois vers plus de consommation intérieure, mais aussi des investissements directs en Europe sur des technologies clés où on peut faire du transfert de manière plus coopérative, de réengager les États-Unis vers un démantèlement de leur politique tarifaire en leur montrant qu'ils ont intérêt aussi à cette logique d'investissement direct étranger, et d'engager les Européens vers une politique d'investissement.

La deuxième priorité, en même temps qu'on gère les déséquilibres mondiaux de ce G7, c'est de tout faire pour éviter la fragmentation du monde, et de ne pas faire du G7 un club anti-Chine ou un club de la fracture du monde, ou un club anti-BRICS, et de laisser les BRICS devenir un club anti-G7. Ça, c'est le schéma du pire. Et donc nous allons mettre toute notre énergie – et c'est pour ça aussi que vous êtes là, Monsieur le ministre, et je vous en remercie, l'Inde assumant la présidence des BRICS – pour avoir un agenda commun et essayer de trouver les bonnes convergences et d'être en quelque sorte des passerelles, les uns et les autres, en la matière, et de bâtir de la coopération entre nous, des capacités à trouver de la résilience.

Et j'ai beaucoup aimé votre capacité à renommer les BRICS de manière, là aussi, plus inclusive, à travers des priorités. Au fond, les priorités que vous donnez aux BRICS sont exactement celles qu'on pourrait assigner au G7. Et donc on va essayer de rassembler, si je puis dire, ce club, ce qui est, je crois, aussi notre intérêt, compte tenu de la force démographique et économique des grands émergents. Et donc notre intérêt, c'est d'essayer de réunifier ces clubs de manière concrète. Et donc ça, ce sera au-delà des thématiques et des objets plus identifiés, on aura l'occasion d'y revenir, mais c'est pour moi l'importance de ce G7. C'est vraiment d'en faire un instrument pour saisir ensemble et recréer de la coopération sur ces déséquilibres macro-économiques globaux.

J'aurais pu citer les sujets des paiements, les sujets monétaires et autres, mais je ne veux pas être encore plus long. Et la deuxième question, c'est de réussir à refaire le pont avec les BRICS et d'éviter cette grande divergence, sinon, qui serait à l'œuvre.

Et puis ensuite, il y a trois chantiers sur le multilatéralisme qu'on va prendre cette année et qui me paraissent clés.

L'un, c'est la crise sur les instruments de sécurité. On l'évoquait tout à l'heure avec certains d'entre vous. Au fond, nous avons un multilatéralisme de la sécurité à reprendre et je pense que la France et les Européens peuvent le faire. D'abord, nous avons la crédibilité, la culture, l'histoire. Nous avons défendu il y a quelques mois la FINUL qui joue un rôle clé au Liban, mais on voit bien une fatigue et une crise d'être à l'œuvre des grandes opérations de maintien de la paix. Ce moment doit être une opportunité pour nous, Français et Européens, de proposer des instruments nouveaux, de proposer de retravailler avec les organisations régionales des nouvelles structures de maintien de la paix et d'être des opérateurs de nouvelles initiatives.

La deuxième chose, c'est évidemment la crise de l'aide publique au développement. Nous avons formidablement, jusqu'à il y a 18 mois, relevé celle-ci, réinvesti. Je défends cette politique qui est l'objet d'attaques indignes et contraires aux intérêts mêmes de la France aujourd'hui. Mais force est de constater qu'il y a une crise de ce financement. Le retrait massif américain et les difficultés financières de beaucoup d'Occidentaux créent une situation de stress. Ne la regardons pas, simplement. Nous avons posé ces dernières années tous les jalons : 2021, le sommet sur le financement des économies africaines ; 2023, le sommet de Paris pour la prospérité des peuples et de la planète avec le 4P. On a créé tous les instruments qui ont permis de repenser cela. On doit repenser et aller au bout de ce qu'on a fait avec l'AFD ces dernières années, qui est de penser l'investissement solidaire et durable, et aussi de repenser les mécanismes, de faire davantage avec le secteur privé, d'utiliser davantage les leviers, de réformer la gouvernance des grands acteurs comme on a commencé à le faire mais pas suffisamment vite, mais de ne pas simplement constater le retrait massif de certains grands acteurs de l'aide publique au développement pour considérer que tout serait fini. Nous devons nous réinvestir y compris pour proposer des solutions plus innovantes, pour proposer des partenariats nouveaux, comme je viens de le dire, sur la question de la défense.

Puis le dernier point, c'est celui de la gouvernance internationale. Alors, vaste sujet, et au fond, il pourrait y avoir un côté complètement naïf, irénique, à vous dire qu'on va s'occuper de la gouvernance internationale au moment où je suis en train de vous dire que c'est le désordre le plus grand, la loi du plus fort, et que chaque jour, les gens se demandent si le Groenland va être envahi, si le Canada sera soumis à la menace de devenir le 51e État ou autre, ou si Taïwan sera encerclé davantage. Plusieurs d'entre vous l'ont évoqué dans les échanges qu'on a eus ce matin. Je pense qu'au contraire, c'est le bon moment. Et en vrai, c'est peut-être le seul moment. Et c'est peut-être le bon moment pour réinvestir en effet pleinement l'Organisation des Nations unies en constatant que le premier actionnaire n'y croit plus, que le deuxième actionnaire ne se désengage pas totalement, mais enfin, est un peu inquiétant pour certains, et que personne ne sait nous dire quelle est l'instance qui est plus respectueuse quand même de l'ordre international des nations et de tout ce qu'on défend chaque jour. Et on serait drôle de ne pas le faire, parce qu'on deviendrait un pays de vestales d'un ordre, d'un temple qu'on est en train de laisser disparaître.

Moi, je ne peux pas m'habituer à ce qu'on est en train de vivre. Chaque jour, il y a des gens qui nous disent : « vous ne faites pas bien parce que vous n'avez pas assez dénoncé ce qui était mauvais là ». Donc on voudrait condamner la diplomatie française à être le commentateur chaque jour de ce que font tous les autres. Mais en même temps, être les spectateurs de ce qui se détricote. Faites l'inverse ! On n'est pas là pour commenter, on est là pour agir. Quelqu'un fait mal, on apporte une réponse. On a une réponse intelligente à apporter, on le fait. On n'a pas de réponse à intelligence à apporter, on regarde ailleurs. On défend dans les instances compétentes ce qu'on a toujours fait, le droit international, la souveraineté des États, ce en quoi nous croyons. Et le fait qu'il n'y a pas deux standards. Et la France fait partie des rares États qui peuvent le dire, de ce que nous faisons en Ukraine, à ce que nous avons fait avec la Palestine, et ce qu'on fait dans tous les pays du monde. Mais dans le même temps, on fait ça. Ressaisissons-nous. Et l'une des choses que nous voulons faire avec les pays du G7 qui voudront y participer, mais surtout avec tous les grands émergents qui veulent le faire et qui sont au fond les perdants actuels de la gouvernance internationale et du fonctionnement de l'ONU, c'est d'ensemble essayer enfin de faire cette réforme de la gouvernance mondiale que nous devons bâtir, sinon, ce sera la fragmentation du monde. Et donc, à l'occasion de ce G7, mais je dirais au-delà simplement du sommet, nous devons être les acteurs et prendre l'initiative de la réforme de la gouvernance internationale et de cet ordre, et s'y engager avec force, avec détermination, aux côtés de tous les grands pays qui voudront le faire avec nous.

Voilà, mesdames et messieurs, je ne serai pas plus long, ces quelques mots que je voulais, au fond, partager avec vous. Mais mon message, c'est d'abord merci et reconnaissance pour le travail de chaque jour. Merci tout particulièrement aux ambassadrices et ambassadeurs qui opèrent dans des théâtres de guerre ou sous des très grandes pressions diplomatiques ou dans des pays très instables. Merci à vous, à vos équipes. Et c'est de vous dire : ayez confiance dans ce que nous sommes en train de faire. Ne cédez pas à la mode du commentaire, ne cédez pas au défaitisme. Au contraire, tous les constats que nous avons faits ces dernières années, je crois pouvoir le dire, ils étaient les bons. Ce que nous avons réussi à faire pour la France et en Europe est allé dans le bon sens : plus d'autonomie stratégique, moins de dépendance à l'égard des États-Unis comme de la Chine, réassumer un discours de puissance militaire, technologique, économique, scientifique, défendre nos intérêts dans tous ces chapitres, mais être un acteur fiable, inclusive, d'une mondialisation qui doit construire des solutions avec les autres et des partenariats nouveaux. Tout ça a été validé à travers le temps.

Mais face à l'accélération de la loi du plus fort et de la brutalisation du monde, on ne doit pas être dans la consternation, l'atemoiement. On doit être dans l'accélération de notre agenda. Donc, soyez fiers de ce que vous avez fait. Vous avez des résultats. Soyez fiers et déterminés de tout ce qu'il nous reste à faire, parce que la seule réponse à ce qui est en train de se jouer, c'est de redoubler d'efforts. Ce qu'on a fait avec la coalition des volontaires, ce qu'on va continuer de bâtir et ce qu'on va faire sur chacun des points que j'ai évoqués, parce que la France est un pays qui est respecté, parce que la France tient sa parole, parce que la France ne menace pas ses alliés ou ses partenaires, parce que la France respecte tous ses partenaires. Et parce qu'à travers ce que nous avons bâti, nous avons montré aussi une chose, c'est que nous avons de la constance, que nous étions fiables et qu'on pouvait s'appuyer sur nous.

Parfois, on n'est pas les plus forts. Souvent, on n'est pas les plus grands. Mais là où on s'engage, on le fait. Et ça, défendez-le dans les capitales où vous servez le pays, parce que cette valeur est inédite. Nous, nous refusons le nouveau colonialisme et le nouvel impérialisme, mais nous, nous refusons aussi la vassalisation et le défaitisme. Nous voulons être des partenaires forts, faire le maximum de ce qu'on peut, mais quand on s'engage, on est là. Ça a beaucoup de valeur pour notre diplomatie, pour nos entreprises, pour nos intérêts stratégiques partout à travers le monde.

Merci à tous et toutes.

Vive la République et vive la France !